



PRÉSENTATION

PAR BENOÎT JOLIVET*

Plus que jamais, la mondialisation est au cœur de l'actualité économique et financière de 2001 par son développement rapide, par ses crises et aussi par l'importance des débats qu'elle suscite partout. Ce rapport évoque plus particulièrement, sur un plan général, les aspects financiers de la mondialisation et les conditions de sa régulation. La question de l'aide au développement et la confrontation de la mondialisation avec les grandes religions monothéistes constituent également deux thèmes d'étude privilégiés.

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

La mondialisation comporte bien évidemment une dimension et une traduction financière considérables. La combinaison de la globalisation des services et du développement de la technologie de l'information a jusqu'ici permis l'émergence d'une géofinance.

Dans le même temps, les crises - le terrorisme, le ralentissement de l'économie mondiale - soulignent la vulnérabilité de ce monde plus financier, et les effets de déstabilisation qui s'y propagent.

L'article de Jean-Paul Betbèze évoque ces crises et s'efforce d'en tirer les leçons en termes d'analyse économique avec l'éclatement des bulles financières, la concu-

rence des espaces géographiques et les attitudes face au risque.

Plus spécifiquement, Christophe Boucher et Dominique Plihon retracent l'implosion de la bulle Internet née de la nouvelle économie. Ce E-krach, qui n'est pas sans précédents dans l'histoire du capitalisme, s'expliquerait plus particulièrement par des anticipations de croissance des profits incompatibles avec les capacités de croissance de la sphère productive.

Charles Goldfinger étudie l'apparition d'une nouvelle logique dans ce domaine, celle de la cyberfinance fondée sur le mariage des services financiers et de l'Internet.

Parmi les caractéristiques financières de la mondialisation, on souligne souvent l'augmentation du pouvoir et des exigences des actionnaires. Patrick Artus analyse ce phénomène parti des Etats-Unis, et les conséquences à en tirer pour l'Europe, notamment sur l'actionnariat public et le développement de l'actionnariat salarié.

LA GESTION DE LA MONDIALISATION

La question de la régulation et de la maîtrise d'une économie mondialisée est évidemment tout à fait essentielle dans la perspective du rapport.

Elie Cohen reprend cette question sous l'angle de la gouvernance d'un espace public

* Secrétaire général du Conseil national du crédit et du titre.

mondial. Il estime notamment que les mouvements d'antimondialisation expriment, au-delà d'une certaine confusion, une demande pour un nouvel ordre économique mondial, et tente d'en définir les contours économiques et politiques.

Parmi les solutions envisagées pour tenter de réguler la mondialisation et son foisonnement financier, la taxe Tobin figure aujourd'hui en bonne place. En 2001, le sujet n'est plus seulement l'apanage des économistes et des associations, mais il est rentré dans la sphère du politique, gouvernements et parlements réunis.

Thierry Walrafen évoque, non sans humour, l'histoire de cette idée, ses ambiguïtés et la nécessité de bien distinguer objectifs et moyens.

Enfin, le développement de la puissance des marchés s'accompagne également de la mise en évidence de leurs imperfections et de leurs inefficiences. Pour Jean-Michel Severino, la globalisation exclut certains pays, certains domaines et certaines personnes. Elle doit être repensée en termes de rapports Nord-Sud et compensée là où l'existence et le fonctionnement des marchés sont insuffisants ou inappropriés. C'est à partir de la prise en compte de la théorie des biens publics globaux que devraient être repensés ces rapports et l'aide publique au développement.

LA PROBLÉMATIQUE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Un autre des aspects fondamentaux de la mondialisation est qu'elle remet assez fondamentalement en cause la problématique de l'aide au développement. La question du rôle du commerce international dans le développement est également posée avec une nouvelle acuité. Le retentissement des réunions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de Seattle à Doha, fait apparaître des visions contrastées qui vont du *trade not*

aid à un accès au développement par un commerce international régulé ; les interrogations multiples qui viennent d'une société civile plus internationalisée ne font que souligner les ambiguïtés du sujet.

De même, une nouvelle réflexion s'engage sur l'importance et le rôle de l'aide aux pays pauvres. La dernière réunion du G20 à Ottawa et les sessions parallèles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale ont bien montré la nécessité de l'accroissement d'une aide directe au développement aujourd'hui en régression, pour tenir compte notamment du ralentissement mondial après les attentats du 11 septembre. Mais, dans le même temps, les modalités, le contenu, la conditionnalité de cette aide, font l'objet d'âpres débats de même que la façon selon laquelle la dette des pays pauvres peut être reconsidérée.

Les articles consacrés à l'aide au développement sont centrés cette année sur ces questions essentielles. Celui de Michel Camdessus analyse, à partir du devoir international de réduction de la pauvreté, ces grands objectifs : une solidarité mondialisée, l'engagement des pays pauvres, le soutien international y compris par le financement public. Régis Mabilais évoque le nécessaire renversement de perspective dans la question récurrente du traitement de la dette des pays pauvres. Enfin deux sujets majeurs en termes d'éthique font l'objet de réflexions renouvelées : les ventes d'armes par le général Claude Gautier et le traitement du sida dans les pays en développement par Jean-Paul Moatti et Stéphane Lucchini.

LES GRANDES RELIGIONS MONOTHÉISTES FACE À LA MONDIALISATION

Enfin, une série d'articles est consacrée à la rencontre entre les grandes religions monothéistes et la mondialisation.



La mondialisation avec son caractère de globalisation et d'interdépendance, son principe de concurrence plus ou moins régulée, son vecteur financier, paraît présenter une version laïcisée d'un monde « désenchanté », pour reprendre l'expression de Marcel Gauchet, fondé sur une société de l'information.

Sa confrontation avec les religions monothéistes, qui se veulent elles aussi universelles et en tous cas transnationales, mais se fondent sur une foi, constitue une

révélation des valeurs à la fois complexe et enrichissante. Les articles de Marc Lienhard, d'Etienne Perrot, de Théodore Klein et de Dalil Boubakeur, qui analysent le télescopage entre protestantisme, catholicisme, judaïsme, islam, et la mondialisation, montrent bien la difficulté de concilier ces univers souvent opposés, au moins par les valeurs qui les animent. Ce débat devrait se poursuivre en 2002 avec des réflexions conduites depuis d'autres grandes pensées ou philosophies.



